

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 16 au 20 mars 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Cameroun** : le gouvernement met en place un mécanisme d'approvisionnement en produits pétroliers.
- **Centrafrique** : le Comité national économique et financier (CNEF) prévoit une croissance de 3,8 % en 2026.
- **Congo** : Denis Sassou N'Gusso est réélu président avec 94,82 % des suffrages.
- **Gabon** : le pays devient le premier emprunteur sur le marché régional des titres publics de la CEMAC.
- **Guinée équatoriale** : Bange Sociedad de Valores et Harvest Asset Management signent une convention de distribution.
- **Tchad** : une réunion de travail consacrée au suivi des projets prioritaires dans le secteur agricole.
- **RDC** : 200 M USD de recettes fiscales additionnelles attendues en 2026 grâce à la facture électronique normalisée.
- **São Tomé-et-Principe** : signature d'un plan de travail biennal 2026-2027 doté de 2,5 M USD avec l'OMS.

Cameroun

Le gouvernement met en place un mécanisme d'approvisionnement en produits pétroliers face aux tensions liées à la guerre au Moyen-Orient

Face aux incertitudes que la guerre au Moyen-Orient fait peser sur l'approvisionnement en produits pétroliers, les autorités ont [décidé](#) de mettre en place un mécanisme d'approvisionnement s'appuyant sur des traders internationaux. La Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (CSPH) en assurera le pilotage, notamment à travers l'attribution de quotas. Dans ce dispositif, les traders sélectionnés par la CSPH seront chargés de livrer des cargaisons de produits pétroliers, tandis que les marketeurs s'approvisionneront sur la base des allocations qui leur seront attribuées. L'objectif est de sécuriser le marché intérieur dans un contexte marqué par la flambée des cours mondiaux et la faiblesse des stocks nationaux. Un mécanisme similaire avait déjà été mis en place à la suite de l'incendie de la Société nationale de raffinage (SONARA) en 2019.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

43 M USD

Montant du décaissement au titre de la sixième et dernière revue du programme du FMI en faveur du Congo

Nouveaux projets d'investissement de 856,8 Mds FCFA pour la valorisation des déchets urbains à Douala et Yaoundé

Le 12 mars 2026, le ministère de l'Habitat et du Développement urbain a [signé](#) deux mémorandums d'entente avec les sociétés Thermosun et Blue Energy Holding, pour un montant total d'investissement de 856,8 Mds FCFA à Douala et Yaoundé. Le premier projet prévoit la création de deux unités industrielles de valorisation des déchets ménagers et industriels par ThermoSun, pour une enveloppe de 276,8 Mds FCFA. Ces installations permettraient de collecter environ 1 500 t de déchets par jour et d'en traiter 833 t, soit près de 280 000 t par an. Le second projet, porté par Blue Energy Holding, est estimé à 580 Mds FCFA. En plus de la construction de deux

unités industrielles capables de produire jusqu'à 912,5 GWh d'électricité par an, le projet inclut également l'acquisition de 1 000 camions fonctionnant au biogaz ou au biodiesel, l'installation de 10 000 bacs à ordures, ainsi que la mise en place d'une centrale électrique. Ces initiatives ambitieuses visent à répondre aux enjeux de la salubrité des deux villes grâce à la valorisation des déchets urbains.

Centrafrique

Le Comité national économique et financier (CNEF) prévoit une croissance de 3,8 % en 2026

Réuni le 13 mars à Bangui, le Comité national économique et financier (CNEF) [anticipe](#) une croissance du PIB réel de 3,8 %, en progression par rapport aux 3,1 % enregistrés en 2025. Cette dynamique serait soutenue par la mise en œuvre du Plan national de développement 2024-2028, la poursuite des réformes économiques engagées dans le cadre de la Facilité élargie de crédit (FEC) avec le FMI, ainsi que par le secteur minier.

Visite du ministre français des Affaires étrangères à Bangui

Les 12 et 13 mars 2026, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française, Jean-Noël Barrot, a effectué une [visite](#) de travail à Bangui, au cours de laquelle il a été reçu par le président de la République centrafricaine, Faustin-Archange Touadéra. À cette occasion, les deux parties ont réaffirmé leur volonté de poursuivre, dans le cadre de la feuille de route signée en 2024, une coopération bilatérale « dense et de qualité ». Le ministre français a annoncé la mise en œuvre de nouveaux projets dans des secteurs clés tels que l'énergie, les infrastructures, le capital humain et l'éducation. Il a également procédé à l'inauguration du bureau d'Expertise France, ainsi qu'au lancement du nouveau bâtiment de l'Institut Pasteur de Bangui, dans le cadre du renforcement de la lutte contre la poliomyélite.

Starlink désormais disponible en Centrafrique

La société étatsunienne StarLink, filiale de SpaceX, a officiellement [lancé](#) son offre Internet de haut débit par satellite en Centrafrique. Cette annonce du 16 mars 2026 fait suite à la [signature](#) d'une convention entre le gouvernement centrafricain et l'entreprise, l'autorisant à proposer ses services commerciaux afin de garantir une connexion fiable et de réduire la fracture numérique sur le

territoire. La République centrafricaine est le 4e pays d'Afrique centrale à autoriser la solution de connexion aux côtés de la RDC, São Tomé-et-Principe et le Tchad.

Congo

Denis Sassou N'Guesso réélu président avec 94,82 % des suffrages

Le président Denis Sassou N'Guesso a été [réélu](#) à la tête de la République du Congo avec 94,82 % des suffrages exprimés selon les résultats officiels. Ce scrutin prolonge la continuité institutionnelle dans un contexte marqué par des enjeux économiques et budgétaires importants. Les autorités présentent ce résultat comme un signal de stabilité politique.

La dernière revue du FMI s'achève avec un décaissement de 43 M USD au Congo

Le Fonds monétaire international a [achevé](#) la sixième et dernière revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) avec la République du Congo, autorisant un décaissement immédiat de 43 M USD. Le FMI relève une reprise économique modérée mais souligne des retards persistants dans les réformes structurelles, notamment en matière de gestion des finances publiques et de la dette. L'institution insiste sur la nécessité de ces réformes pour soutenir une croissance plus résiliente.

Gabon

Le Gabon devient le premier emprunteur sur le marché régional des titres publics de la CEMAC

Selon les données de la BEAC, l'encours des titres publics émis par le Gabon sur le marché régional [s'établissait](#) à 2 887 Mds FCFA à fin janvier 2026, en hausse de 74 % par rapport à janvier 2025 (1 659 Mds FCFA). Le pays représente désormais 30,5 % de l'encours global du marché des valeurs du Trésor de la CEMAC, estimé à 9 452 Mds FCFA, devant le Congo (29,5 %) et le Cameroun (19,4 %). Cette progression traduit une stratégie d'endettement assumée par les autorités, confirmée par la loi de finances 2026 qui prévoit 1 233 Mds FCFA de tirages sur le marché financier régional. Fait notable, les particuliers gabonais détiennent 71,7 Mds FCFA de titres publics, un niveau supérieur à celui du Cameroun (25,9 Mds FCFA), bien que les banques restent largement dominantes à l'échelle régionale avec 63,2 % de l'encours total.

Énergie : Karpowership menace de déconnecter 150 MW à Libreville en raison d'arriérés de paiement

L'opérateur turc Karpowership (KPS) a [notifié](#) aux autorités gabonaises, le 17 mars 2026, sa décision de suspendre la totalité de sa production d'électricité, soit une déconnexion de 150 MW alimentant Libreville Sud, dès le 18 mars à 23h59, en raison d'arriérés de paiement. L'entreprise réclame un règlement immédiat de 15 Mds FCFA, jugeant insuffisant l'acompte de 5 Mds FCFA précédemment versé. Cette mise en demeure, adressée aux ministres de l'Énergie et de l'Économie ainsi qu'à la SEEG, intervient malgré une médiation présidentielle engagée en février 2025. L'épisode s'inscrit dans une crise énergétique structurelle : la demande nationale en électricité était estimée à 1 039 MW en 2023 pour une capacité installée de 704 MW, soit un déficit supérieur à 330 MW, depuis aggravé par une croissance de la demande d'environ 5 % par an, générant un besoin de financement pour le secteur estimé à 1,94 Md USD sur 2024-2026. Le Grand Libreville subit depuis plusieurs mois des délestages récurrents de deux à trois heures par jour, aggravés par la vétusté du réseau, le déficit hydrologique du barrage de Kingué-Tchimbélé et l'indisponibilité de plusieurs ouvrages thermiques.

Filière bois : le gouvernement annonce la création d'un centre de traçabilité numérique des grumes

Le ministre des Eaux et Forêts, Maurice Ntossui Allogo, a [annoncé](#) la mise en place prochaine d'un dispositif numérique de données destiné à assurer la traçabilité complète des grumes, depuis la coupe en forêt jusqu'à l'exportation. Cette initiative répond à des incohérences significatives dans les statistiques forestières : en 2024, 1,5 million de m³ de grumes aurait généré 42 Mds FCFA de recettes, contre seulement 31 Mds FCFA pour un volume déclaré supérieur à 3 millions de m³ en 2025. Le dispositif prévoit la géolocalisation GPS de chaque arbre dès le plan d'aménagement, le suivi des volumes à chaque étape de la chaîne (cubage, transformation, export) et l'alignement des données entre les administrations des Eaux et Forêts et des Douanes. Cette réforme vise à renforcer la transparence et à lutter contre la fraude dans un secteur stratégique, dans le prolongement du partenariat UE-Gabon sur la gouvernance forestière lancé en février 2026. La filière bois et la sylviculture, premiers employeurs privés du pays avec quelque 20 000 emplois directs, occupent une place singulière dans l'économie gabonaise, dont le territoire est couvert à 88 % par la forêt.

Guinée équatoriale

Un accord entre Bange Sociedad de Valores et Harvest AM ouvre de nouvelles possibilités d'investissement

Le 11 mars 2026, Bange Sociedad de Valores, première société de bourse de Guinée équatoriale, et Harvest Asset Management, leader de la gestion d'actifs dans la zone CEMAC, ont [signé](#) une convention de distribution. Cet accord permettra désormais aux investisseurs équato-guinéens, qu'ils soient particuliers ou institutionnels, d'accéder à l'ensemble de la gamme d'OPCVM de Harvest AM (fonds monétaires, obligataires, actions et diversifiés), élargissant ainsi les opportunités de placement offertes aux épargnants. En s'appuyant sur Bange Sociedad de Valores, Harvest AM renforce sa stratégie d'expansion dans la zone CEMAC, alors que ses encours sous gestion atteignaient 506,8 Mds FCFA à fin 2025.

Tchad

Agriculture : le Premier ministre renforce le suivi des projets structurants pour accélérer les résultats

Le 17 mars 2026, le Premier ministre, Allah Maye Halina, a [présidé](#) une réunion de travail consacrée au suivi des projets prioritaires de production et d'industrialisation agricoles, afin de faire le point sur leur état d'avancement et de lever les principaux blocages. Le ministre de la Production et de l'Industrialisation agricole, Keda Balla, y a présenté les dossiers jugés stratégiques : études en cours pour l'aménagement de plus de 24 000 hectares, mise en valeur de périmètres de 9 000 et 5 000 hectares, projet d'implantation d'une unité locale de fabrication d'engrais, ainsi que le développement des filières sésame et blé avec des partenaires investisseurs. Le chef du gouvernement a demandé un renforcement du dispositif de suivi évaluation, une meilleure coordination technique et une accélération des délais de mise en œuvre. L'objectif affiché est de transformer ces projets en leviers concrets de sécurité alimentaire, de création d'emplois ruraux et de souveraineté économique, en cohérence avec la priorité accordée à l'agriculture et à l'élevage dans le programme gouvernemental.

Coopération Tchad-AFD : une revue stratégique alignée sur le PND « Tchad Connexion 2030 »

En marge de sa mission à Paris, le ministre des Finances, du Budget, de l'Économie, du Plan et de

la Coopération internationale, Tahir Hamid Nguilin, a [rencontré](#) le directeur général de l'Agence française de développement (AFD), Rémy Rioux, à l'occasion d'une revue approfondie du portefeuille de projets de l'AFD au Tchad. Les échanges ont permis de passer en revue les opérations en cours et d'identifier de nouvelles pistes d'appui autour de projets structurants inscrits dans le Plan national de développement « Tchad Connexion 2030 », avec une attention particulière à la mobilisation du secteur privé français pour accompagner les investissements productifs et les infrastructures. Les deux parties ont réaffirmé leur volonté de consolider un partenariat de long terme, fondé sur des financements à fort impact social et économique, la soutenabilité de la dette et l'alignement sur les priorités nationales en matière de transformation agricole, d'énergie, de capital humain et de gouvernance.

RDC

200 M USD de recettes fiscales additionnelles attendues en 2026 grâce à la facture électronique normalisée

La mise en place de la facture normalisée depuis décembre dernier devrait permettre de [collecter](#) 200 M USD de recettes additionnelles en 2026. Annoncée de longue date par le ministre des Finances, Doudou Fwamba, la facture normalisée a été mise en place en décembre 2025 et se déploie progressivement. Elle permet de mieux renseigner et de collecter la TVA auprès des entreprises connues de la Direction générale des impôts (DGI). La DGI assure près d'un quart du budget de l'État, prévu à près de 20 Mds USD pour 2026. La facture normalisée vise également à réduire la fraude (sous-déclaration, non-paiement, échanges avec le secteur informel). Des équipements sont proposés à certaines entreprises pour accompagner la mise en œuvre de cette réforme.

17,8 M EUR d'investissements de l'Union européenne pour les données géologiques

La RDC sera le [premier](#) pays pilote de la mise en œuvre du volet investissements du projet minier européen PanAfGeo+, financé par l'UE à hauteur de 17,8 M EUR et mis en œuvre par le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). Les autres pays bénéficiaires sont la Namibie et

l'Afrique du Sud. Le programme PanAfGeo+ Invest soutient les services géologiques nationaux et promeut l'harmonisation des données pour favoriser les investissements, renforcer l'intelligence stratégique et développer des projets concrets. Il ne s'agit pas seulement de cartographier les minerais, mais aussi de cartographier les opportunités.

Le gouvernement valide le rachat de la société minière Chemaf

Le gouvernement de la RDC a [validé](#) le rachat de la société minière Chemaf, évaluée à près de 1,5 Md USD, par le consortium américain Orion Resource Partners/Virtus Minerals (États-Unis), soutenu par Trafigura. D'autres concurrents étaient en lice, dont Buenassa Resource (RDC)/Hartree Partners (États-Unis) et le groupe chinois Norin Mining. Chemaf produit du cuivre et du cobalt dans les provinces du Lualaba et du Katanga, mais avait connu des difficultés financières, avec un endettement proche de 1 Md USD. L'une des priorités sera d'achever la construction d'une usine de traitement (besoin de financement estimé à 300 M USD) et de restructurer la dette, aux côtés de la Gécamines, qui détient certains des permis miniers concernés (notamment Mutushi).

Sao Tomé-et-Principe

L'OMS et São Tomé-et-Principe signent un plan de travail biennal 2026-2027 doté de 2,5 M USD

Le 12 mars 2026, le ministère de la Santé de São Tomé-et-Principe et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont [signé](#) leur plan de travail biennal (PTB) 2026-2027, auquel un budget estimé à 2,5 M USD a été attribué. Ce plan s'articule autour de cinq priorités : la réduction des facteurs de risque sanitaires, le renforcement des soins de santé primaires, l'amélioration de la couverture des services de santé, la préparation aux urgences sanitaires et l'amélioration de la gouvernance du secteur. Ce PTB s'inscrit dans le cadre de la stratégie de coopération OMS-São Tomé 2023-2027, qui constitue le cadre de référence pour l'action de l'Organisation dans l'archipel. Il traduit la volonté des autorités de poursuivre le renforcement du système de santé national, dans un contexte où le pays fait face à des défis

persistants en matière d'accès aux soins et de capacités hospitalières.

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en %PIB)			Dettes Publiques (en %PIB)			Solde courant (en % PIB)			Dettes extérieures (en % PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Cameroun	3,5	3,8	4,1	4,5	3,7	3,3	-1,5	-0,8	-1,2	42,8	37,9	36,3	-3,1	-3,4	-3,9	27,0	25,9	24,8
Centrafrique	1,9	3,0	3,3	1,5	4,6	3,3	-5,1	-2,5	0,0	60,7	57,1	52,5	-9,1	-7,1	-4,1	30,9	31,1	28,1
Congo	2,1	2,7	2,8	3,1	3,6	3,2	3,6	3,2	2,2	98,0	93,1	89,9	0,1	-5,9	-7,0	36,3	32,5	29,4
Gabon	3,4	1,9	2,6	1,2	1,4	2,5	-3,8	-5,4	-7,2	72,7	76,2	82,0	4,0	1,8	-0,3	32,2	31,3	29,1
Guinée Equatoriale	0,9	-1,6	0,5	3,4	2,9	2,9	-0,6	-1,3	-2,0	36,4	36,6	38,1	-3,3	-3,0	-3,8	6,8	5,1	5,0
Tchad	3,5	3,3	3,6	5,1	4,0	3,6	-2,1	-1,5	-2,4	32,7	31,5	32,5	1,0	-2,3	-2,9	16,6	17,1	18,7
CEMAC	3,0	2,8	3,3	3,8	3,3	3,2	-1,4	-1,3	-1,9	52,5	49,6	49,4	-1,1	-2,7	-3,5	25,3	24,2	23,2
RDC	6,5	5,3	5,3	17,7	8,8	7,1	-1,5	-2,2	-1,6	22,5	19,1	14,6	-3,9	-3,3	-2,1	14,4	15,5	16,7
Sao Tomé	1,1	2,9	4,7	14,4	9,7	7,0	0,9	1,1	2,3	64,8	51,4	45,4	-1,9	-3,3	-3,6	33,3	29,2	25,6

Source : FMI (octobre 2025), *solde budgétaire global (dons inclus)

Evolution des cours des matières premières

févr-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
Référence/mesure	Pétrole (Brent (USD/barils))	Gaz naturel (USD/mmbtu)	Cacao (USD/kg)	Café (USD/kg)	Huile de palme (USD/mt)	Grumes (USD/mètre cube)	Bois scié (USD/mètre cube)
Valeur	68	4	4	7	1042	414	651
Variation mensuelle (%)	7%	-52%	-28%	-12%	4%	1%	1%
Variation annuelle (%)	-8%	-14%	-64%	-22%	-2%	14%	8%
Variation sur 5 ans	12%	-29%	49%	93%	2%	-2%	-2%
Variation sur 10 ans	119%	85%	23%	118%	53%	7%	-5%

févr-26	Matières premières textiles	Matières premières industrielles	Métaux et minerais			
Référence/mesure	Coton (USD/kg)	Caoutchouc naturel (USD/kg)	Aluminium (USD/mt)	Fer (USD/tmsu)	Cuivre (USD/mt)	Or (USD/once troy)
Valeur	2	2	3065	99	12951	5020
Variation mensuelle (%)	-1%	5%	-2%	-6%	0%	6%
Variation annuelle (%)	-5%	-6%	15%	-6%	39%	73%
Variation sur 5 ans	-20%	-4%	47%	-40%	53%	178%
Variation sur 10 ans	11%	78%	100%	111%	182%	319%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Agenda des événements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
17 mars 2026	Sommet CEMAC - France	Paris (France)
26-29 mars 2026	14 ^e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	Yaoundé (Cameroun)
11-12 mai 2026	Sommet Afrique-France <i>Africa Forward</i> 11 mai : forum d'affaires « <i>Africa Forward : Inspire & Connect</i> » organisé par Bpifrance, Proparco et Business France	Nairobi (Kenya)
19 mai 2026	5 ^{ème} édition de la conférence ministérielle <i>No Money for Terror</i> (NMFT), consacrée à l'action internationale contre le financement du terrorisme	Paris (France)
12-21 juin 2026	PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »	Yaoundé (Cameroun)
15-19 juin 2026	Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE	Yaoundé (Cameroun)
16-19 juin 2026	EU Business Week	Yaoundé (Cameroun)
17 juin 2026	<i>Wine Tastin</i> organisé par Business France	Douala (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs :

Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;

Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU (SE Brazzaville) – Amanda BROUILLARD (SE Brazzaville) ;

Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER (SE Libreville) – Mathis FOLCH ;

Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).